



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

Direction des Libertés Publiques et de l'Environnement  
Bureau de la réglementation et de l'environnement

ARRÊTÉ

Arrêté de mise en demeure  
SICA ABATTOIRS D'AUTUN  
71400 AUTUN

LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

N° 12.00248

**VU** les règlements européens 1069/2009 et 142/2011 établissant des règles sanitaires applicables aux sous produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine ;

**VU** le code de l'environnement et notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

**VU** la nomenclature des installations classées, notamment la rubrique 2140 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/3212/2-3 délivré à l'abattoir d'Autun en date du 09 novembre 2004 ;

**VU** l'étude préalable d'épandage des matières stercoraires reçue par l'inspecteur des installations classées le 13 décembre 2011 ;

**Considérant** que l'arrêté d'autorisation susvisé n'autorise pas l'exploitant à réaliser d'épandages de matières stercoraires sans étude préalable ;

**Considérant** que l'étude préalable fournie présente de nombreuses insuffisances ne permettant pas de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

**Considérant** les risques pour la qualité des eaux en raison notamment de l'absence de capacités de stockage sur le site du repreneur des matières stercoraires en vue de l'épandage ;

**Sur** proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de Saône-et-Loire,

.../...

## ARRETE

### ARTICLE 1er :

En application de l'article R.512-33 du code l'environnement, l'établissement SICA Abattoir d'AUTUN, est mis en demeure, sans délai à compter de la notification du présent arrêté de cesser l'envoi de matières stercoraires en vue de l'épandage chez M. GERMAIN à PAINBLANC (21).

L'exploitant communiquera sous quinzaine à l'inspection des installations classées la filière retenue pour l'élimination de ces matières stercoraires.

### ARTICLE 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer à la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

### ARTICLE 3 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

### ARTICLE 4 :

Madame la sous préfète d'AUTUN, Madame la directrice départementale de la protection des populations de Saône-et-Loire, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, Madame la directrice départementale des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à MACON, le **27 JAN. 2012**

Le PREFET,  
**Pour le Préfet,**  
La Secrétaire Générale de la  
Préfecture de Saône-et-Loire

  
Magali SELLES